

Au cœur du clan des Hauts-de-Seine

LE MONDE | 08.10.2013 à 12h53 • Mis à jour le 08.10.2013 à 16h22



Didier Schuller en 2007 à Clichy-la-Garenne. | AFP/LIONEL BONAVENTURE

French corruption, l'ouvrage de nos collaborateurs Gérard Davet et Fabrice Lhomme, à paraître mercredi 9 octobre (Stock, 310 p., 19 euros) et dont nous publions ici en exclusivité les bonnes feuilles, constitue une plongée vertigineuse dans les coulisses de la vie politique française de ces cinquante dernières années. Au cœur de ce récit, le coming out d'un témoin de choix, Didier Schuller, dont les confessions font office de fil rouge. L'ancien conseiller général (RPR) de Clichy-la-Garenne, qui s'est longtemps tu, y compris devant la justice, raconte les malversations dont il fut le témoin ou l'acteur : conflits d'intérêts, financements illicites, enrichissement personnel...

De Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy en passant par Patrick Balkany, les personnalités mises en cause sont nombreuses, essentiellement de droite. Les auteurs ont invité ces dernières à réagir et, après enquête, font d'autres révélations. En voici quatre extraits.

"J'ai fait revenir de Suisse 2 millions de francs..."

Nous sommes en 1990. La droite se prépare déjà à revenir au pouvoir, ce qu'elle fera en emportant haut la main les élections régionales de 1992 puis, surtout, les législatives de 1993. Didier Schuller est alors un membre influent de ce fameux "clan des Hauts-de-Seine" du RPR, parti qui se déchirera entre balladuriens et chiraquiens avant la présidentielle de 1995. Mais pour l'heure, la concorde règne encore au sein du mouvement gaulliste, uni derrière son champion, à la fois maire de Paris et président du RPR, Jacques Chirac. Le "clan du 92", c'est celui qui compte, celui qui

apporte le sel de la politique, depuis toujours : l'argent.

Figure du RPR 92, le député et maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany, contacte son grand ami Didier Schuller, qui se trouve dans sa première propriété alsacienne, tout occupé – déjà – à traquer le gibier. Il a la jouissance, depuis 1979, d'une magnifique chasse de près de 2 000 hectares où il vient se changer les idées dès qu'il en a le loisir, avec ses amis chefs d'entreprise. S'y pressent notamment Henri Antona, Francis Poullain, Christian Curtet...

Tous fournisseurs de l'office HLM des Hauts-de-Seine... et sponsors officieux du RPR. On y croise même Patrice de Maistre, le futur gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt. (...)

D'après Schuller, son vieux copain lui téléphone ce jour-là : *"Balkany m'a dit : 'Il faut que je donne du fric à Chirac'. J'ai compris que Jacques Chirac avait besoin d'argent, sans doute dans la perspective des prochaines échéances électorales."* Apparemment, c'est un besoin pressant, il faut trouver plusieurs millions de francs. A quelles fins exactement ? Schuller se garde bien de poser la question. Il y a des choses qui ne se font pas, dans ce milieu.

"Donc, poursuit-il, j'ai fait revenir de Suisse 2 millions de francs, provenant d'un compte dont le véritable objet social, c'était l'argent pour les élections !" Basée à Zurich, cette caisse noire était "alimentée par l'argent des entreprises". "On ressortait le fric en liquide et on le ramenait en France quand on en avait besoin. Entre-temps, il produisait des intérêts. Au moins il n'était pas caché dans une cave ou dans le coffre-fort de Chirac à la Mairie de Paris !" (...)

Pour récupérer les 2 millions réclamés par Balkany pour Chirac, il faut trouver un intermédiaire prêt à aller chercher les fonds à Zurich. Schuller, comme souvent, sollicite son homme de confiance, le chef d'entreprise Jean-Paul Schimpf, qui sera plus tard mis en cause lui aussi dans l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine. Sur procès-verbal, Schimpf (qui n'a pas souhaité répondre à nos questions) qualifiera d'ailleurs Schuller de *"porte-serviettes"* de Balkany...

"C'est Schimpf qui a ramené l'argent chez moi, en Alsace", poursuit Schuller, qui décide, en attendant son retour à Paris, prévu deux jours plus tard, de le stocker... dans des boîtes en plastique : *"Deux millions, ça fait deux gros Tupperware remplis de billets de 500 francs."* Reste à dénicher une bonne cachette, on ne sait jamais...

Schuller a son idée. *"J'ai pris une pelle, et je suis allé dans la forêt. A cent mètres de la maison à peu près, j'ai repéré un arbre, je l'ai marqué avec un rond de peinture verte et j'ai enterré les boîtes au pied de l'arbre, à cinquante centimètres de profondeur environ."*

Quarante-huit heures plus tard, Didier Schuller retourne chercher l'argent, qu'il doit convoier le jour même à Paris. En arrivant devant l'interminable épicea siglé d'un cercle vert, une mauvaise surprise l'attend. *"La terre était toute retournée autour de l'arbre et il n'y avait plus les boîtes, ni bien sûr l'argent !"* Schuller, incrédule, réfléchit à toute vitesse. *"Quand je vois la manière dont la terre a été retournée, je comprends rapidement que c'est un sanglier"*, rapporte-t-il.

A la stupéfaction succède rapidement la panique. *"J'étais comme un fou ! Doublement dingue parce que, si je n'avais pas retrouvé l'argent, j'aurais été obligé de le rembourser. Ces billets ne m'appartenaient pas."* Et voilà Didier Schuller sur la piste du sanglier-maraudeur, dans une scène de chasse pour le moins inhabituelle. Des heures durant, transi de froid, le coeur battant, il arpente, avec sa première femme, Catherine, et l'incontournable Heicko, ces bois qu'il connaît par coeur, priant pour qu'un chasseur du coin ne soit pas tombé sur son trésor malencontreusement déterré...

"Après trois ou quatre heures de recherche, j'ai enfin retrouvé les Tupperware, avec tout l'argent dedans, à une cinquantaine de mètres de l'arbre devant lequel je les avais enfouis. Les deux boîtes étaient en bon état. Les sangliers les avaient poussées puis réenterrées à moitié, c'est pour ça que nous avons eu du mal à les retrouver."

Début 1996, le couple Schuller-Delaval reçoit six passeports vierges

Après quatre jours à Londres, Didier Schuller met donc, fin février 1995, le cap, via les Etats-Unis, sur les Bahamas et leurs décors féeriques. *"Je finance moi-même, à 100 %, mon début de fuite. Jacques Heyer n'a pas encore dilapidé ma fortune, j'ai les moyens."* (...)

Pour tromper leur ennui, Schuller et sa compagne voyagent beaucoup durant les deux ans qu'ils passent aux Bahamas. Aussi surprenant que cela puisse paraître, s'agissant d'un couple recherché par la justice française... *"J'ai visité toute l'Amérique latine et toute l'Amérique centrale. Sans difficulté puisqu'on m'avait procuré des 'vrais-faux' passeports. Ce n'est bien sûr pas Charles Pasqua lui-même qui me les a apportés, c'est un simple militant RPR, proche du député Alain Marsaud. Et là, Francis Szpiner n'est pas dans le coup, même si j'étais passé par lui pour demander des faux papiers d'identité. C'est le clan des Hauts-de-Seine, cette fois."*

Et voilà comment le couple Schuller-Delaval reçoit, début 1996, *"six passeports belges totalement vierges, avec les tampons officiels. On n'avait plus qu'à les remplir à la main et à coller nos photos. Le militant RPR avait amené des cachets pour tamponner et un poinçon spécial,*

parce qu'on m'avait apporté aussi des permis de conduire. Il me semble qu'il y en avait six également".

Didier Schuller n'a plus qu'à choisir les noms d'emprunt qu'il souhaite, ce qui l'amuse beaucoup. *"Christel est devenue Marie-Astrid Lambert. Moi, j'ai décidé de m'appeler Jean Wiser. Pourquoi Wiser ? Parce que c'était le nom du directeur général du groupe du père de Christel. Il était belge et mon beau-père ne pouvait pas le blairer, donc j'avais eu cette idée !" Autre identité, assez transparente, utilisée par le couple : Delavallée.*

"Je n'ai pas financé la cavale de Schuller, pas plus que je ne lui ai fourni de faux passeports, proteste Charles Pasqua. Quel aurait été mon intérêt ? Je n'avais aucun contact avec Szpiner. Cet avocat, en liaison avec les chiraquiens, a monté toute une histoire pour accréditer l'idée que Schuller était menacé. Je me demande bien du coup qui a payé tout ça."

"Cette personne a dit à Balkany : 'Si tu ne sors pas l'argent, dans une heure, Didier crache tout'"



Le maire de Levallois-Perret Patrick Balkany en juin 2012. | AFP/THOMAS SAMSON

Le 5 mai 2002, Jacques Chirac est réélu dans un fauteuil face à Le Pen. Didier Schuller, lui, se retrouve dans l'impasse politiquement. Et financièrement. Ce qui va le contraindre, du coup, à replonger dans le bain électoral... pour aider Patrick Balkany, quitte à mettre son orgueil dans sa poche.

"J'ai accepté, pour des raisons financières : j'ai quand même une ardoise de 150 000 euros d'amende à payer au Trésor public suite à ma condamnation et pas d'argent. Sans compter une caution de 120 000 euros. En échange de la promesse du paiement de la plus grande partie des fonds que je dois à la justice, j'ai donc filé un coup de main à Balkany pour qu'il soit élu député. Je vais faire campagne pour lui à Clichy, à l'occasion des législatives de 2002, et je vais lui permettre d'être élu, parce qu'il n'a gagné qu'avec quelques centaines de voix d'avance.

Concrètement, on peut dire que j'ai fait le tapin à Clichy pour lui !"

Patrick Balkany s'impose d'extrême justesse à l'issue d'une triangulaire au couteau (il obtient 34,47 % des voix, contre 32,80 % pour Gilles Catoire et 32,72 % pour Olivier de Chazeaux, alors investi par l'UMP).

Seul souci : à en croire Schuller, le maire de Levallois-Perret ne tient pas son engagement. *"Certes, il me filait de temps en temps 2 000 euros en liquide, pour que je ferme ma gueule, car c'est comme ça qu'il tient les gens. Mais il n'a pas réglé ma caution, alors que ça avait toujours été convenu comme ça. J'ai appris cette année seulement, par un avocat, que ce n'était pas un oubli de sa part. Il voulait me faire payer, c'est le cas de le dire, mon attitude durant la confrontation organisée entre nous deux par le juge. Il avait estimé que je ne l'avais pas assez protégé, un comble..."*

En tout cas, en novembre 2003, le juge Jean-Paul Albert, qui a succédé quelques mois plus tôt à Philippe Vandingenen, ordonne la réincarcération de Schuller à la Santé, pour non-paiement de caution.

"Je n'avais pu payer que 30 000 euros environ sur les 120 000 prévus. J'ai retrouvé Alfred Sirven à la Santé, il était aussi surpris que moi !" Cette fois, Schuller ne va rester incarcéré que six jours. Car il a immédiatement envoyé un émissaire auprès de Balkany : "Cette personne lui a dit : 'Si tu ne payes pas, Didier parle. Si tu sors pas l'argent dans une heure, il crache tout.' Au moins, c'était clair."

Il assume aujourd'hui ce chantage. Il est vrai que Schuller connaît tous les secrets du clan Balkany. (...) L'ultimatum fonctionne. *"Balkany a sorti environ 100 000 euros en espèces pour me permettre d'être en règle avec la justice. Pour justifier l'existence du cash, des amis communs, des particuliers, ont fait des chèques à l'administration, compensés par l'argent que leur a remis Balkany en liquide. Les gendarmes ont même fait une enquête car ils ont trouvé ça suspect, mais heureusement, ils n'ont rien trouvé."*

"Sarkozy m'a dit : "Je connais un type très bien en Suisse..."



Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy réunis le 5 novembre pour remettre le prix de la fondation Chirac. | AFP/MICHEL EULER

Pour la première fois, Didier Schuller a consenti, début 2013, à nous révéler l'identité de celui qui lui présenta Jacques Heyer, au milieu des années 1990, pour remplacer le gestionnaire de fortune historique de sa mère, en Suisse. Il s'agit tout simplement de... Nicolas Sarkozy.

"Oui, c'est Sarkozy qui me parle de Heyer, lors d'un dîner chez moi, confesse-t-il. C'est bien Sarko qui me l'a présenté. Ce devait être début 1994, lorsqu'il était venu à Clichy dédicacer son bouquin sur Georges Mandel. Je lui ai indiqué que je ne savais pas à qui confier mon argent en étant à l'abri du fisc, et il m'a dit : 'Je connais un type très bien en Suisse'. Il ne m'a pas dit si lui-même lui avait confié ses sous, mais il m'a donné les références de Jacques Heyer, m'a précisé qu'il avait été président de la Banque populaire suisse, qu'il était très discret et qu'en plus son frère pouvait le protéger, puisque c'était un haut magistrat, ce que j'ai effectivement pu vérifier. Je me rappelle qu'il a ajouté : 'D'ailleurs, il s'est toujours occupé de l'argent des gens du RPR puisque le premier mari de sa femme était l'un des trésoriers du parti'. Ce qui est exact. Chez Heyer, il y avait d'ailleurs une photo dédicacée de Chirac. Et l'ex-femme de Heyer était bien la compagne d'un ancien trésorier de l'UDR."

M^e Herzog dément que son client ait pu recommander les services de Jacques Heyer à Didier Schuller : *"Lui conseiller un gestionnaire en Suisse alors qu'il était ministre du budget est une absurdité."*

Tous les barons du mouvement gaulliste n'avaient pas forcément confié leurs économies à M. Heyer. A l'exception peut-être, selon Schuller, de Nicolas Sarkozy lui-même. Il est établi que ce dernier fréquenta Heyer à la fin des années 1980, mais en qualité d'avocat du tennisman Henri Leconte, lui aussi floué par le gestionnaire de fortune genevois. Dans son livre *Sarko et Cie* (L'Archipel, 2011), le journaliste Ian Hamel écrit que Patrick Balkany était un visiteur régulier de la société Heyer Management, où il se rendait

"de préférence le samedi, jour de congé des employés".

"Balkany n'avait pas d'argent chez Heyer, conteste Schuller.

Heureusement pour lui ! Chirac non plus. Mais, d'après Heyer, Sarkozy, oui. Sarko, lui, ne m'a jamais dit qu'il lui avait confié son fric, mais après tout, il n'avait pas de raison de s'en vanter. En tout cas, Heyer me disait : 'Je connais très bien Sarkozy, je m'occupe de ses affaires.' D'ailleurs, quand Heyer venait en France, il allait voir Sarkozy à la mairie de Neuilly puis, entre 1993 et 1995, au ministère du budget. Ça, j'en ai été le témoin direct. Courant 1994, j'ai accompagné moi-même Heyer un jour à Bercy, où il avait rendez-vous avec le ministre. Sur le chemin, il me disait : 'Je vais voir Sarko parce qu'il est comme toi, il a un compte que je gère.' Il s'est vanté cent fois devant moi de gérer l'argent de Sarko, il m'a même montré un jour un papier censé prouver qu'il avait placé son fric chez lui. Je ne sais pas s'il se faisait mousser, mais je n'avais pas de raison de douter de sa parole. D'autant qu'un jour, en allant chez Heyer à Genève, j'ai croisé Sarko. Il est vrai qu'il était accompagné d'Henri Leconte, son client. Le juge Renaud Van Ruymbeke lui-même y a cru, à ce compte. Je pense d'ailleurs que Van Ruymbeke a signé son arrêt de mort le jour où il a interrogé Heyer dans le dossier des frégates de Taïwan. Sarko a compris que c'était une attaque contre lui."

